

Habités par une mémoire
Mobilisés par un projet



L'ICA (initiative citoyenne alsacienne) est un club de réflexion qui inscrit sa philosophie politique dans les principes d'union dans la diversité et du post-nationalisme. Son régionalisme est libéral-démocratique et non ethno-nationaliste. Elle réunit plusieurs centaines de membres, parmi lesquels bon nombre d'élus, et est suivie par un grand nombre de sympathisants

22 janvier 2022

Communiqué

Calomniez, calomniez, il en restera toujours quelque chose.

Nous avons pu lire dans les DNA du 22 janvier des propos de M. Yves Veyrier, syndicaliste FO, selon lesquels la consultation organisée par la CeA au sujet de la sortie de l'Alsace du Grand Est « *porte un message régionaliste appuyé, frisant une connotation identitaire et séparatiste qui pose la question quant à la finalité de cette consultation* ».

Ce genre de discours est récurrent dans la bouche des jacobins, que ce monsieur semble être, qui voient dans toute expression en faveur de la régionalisation un grave danger pour la République. À court d'arguments en faveur d'une gouvernance centralisée et jupitérienne, ils tiennent des propos à la hache, nous allions écrire à la guillotine, destinés évidemment à faire pleurer dans les chaumières.

On croit entendre que ce « camarade » est tenant de l'uniformité jacobine qui se veut d'unir les « mêmes » et non les « différents » et qui ce faisant crée des « territoires » neutres d'histoire, sans identité, sans réel pouvoir et ayant tous les mêmes propriétés ou presque, c'est-à-dire des clones et qu'il se régalerait d'une Alsace complètement alignée.

Aux yeux des jacobins, les régions françaises ne doivent être qu'un outil institutionnel et non pas un outil de reconnaissance culturelle ou historique. La disparition de l'ancien conseil régional d'Alsace les a donc plutôt réjouis. Y revenir, pas question ! C'est vrai que le feu conseil régional d'Alsace était un élément très perturbateur. On en rit et on se tape sur les cuisses dans les maisons à colombages.

Ce que les Alsaciennes et les Alsaciens déplorent, c'est avant tout la charge symbolique que conférait l'ancienne institution, bien plus encore que les pouvoirs et les moyens dont elle disposait, pas bien importants d'ailleurs. C'est le manque de reconnaissance institutionnelle qu'ils déplorent le plus, ne plus exister en tant que région, alors qu'ils ont été et sont de bons enfants de la République.

Que les jacobins nous démontrent en quoi le conseil régional présentait un danger pour la République et pourquoi y revenir le serait. Qu'ils nous démontrent donc ce que le Grand Est a fait que l'ancienne région Alsace n'aurait pu faire. Quelle est sa réelle plus-value, étant donné que la réforme n'a guère donné plus de pouvoirs et de moyens aux régions par rapport au statut antérieur. Pour la majorité des Alsaciennes et des Alsaciens, c'est un coup pour rien. Pour les jacobins, c'est un bon coup !

Que les jacobins nous démontrent donc que leur mode de gouvernance ne nous coûte pas très cher en pertes de créativité et en pertes financières, et qu'il ne contribue pas amplement au fait que la France a le niveau de dépenses publiques par rapport au PIB le plus élevé au monde, celui aussi de prélèvements obligatoires, sans pour autant que cela se traduise par un niveau de bien-être collectif inégalé.

Pour ce qui nous concerne, nous considérons que le dynamisme des hommes et des sociétés est directement conditionné par leur sentiment d'identité. La reconnaissance de la diversité est fondamentalement structurante et enthousiasmante. Elle constitue un puissant moteur de développement pour les individus et les sociétés, en ce qu'elle donne le goût de se distinguer et les forces pour y parvenir. Elle est source d'ambition et de force créatrice par le formidable élan qu'elle suscite.

Ce dynamisme est aussi renforcé par la gestion en proximité et en connaissance de la réalité des dossiers. Prenons le bilinguisme pour exemple. C'est par excellence un dossier alsacien ! Qui mieux que les Alsaciens pour le traiter ? Qu'en connaissent par exemple les Audois ? Sans doute pas grand-chose. Ce n'est là, qu'un exemple parmi de nombreux autres.

On aura compris que nous apportons un soutien positif à l'enquête de la CeA.

Pierre Klein, président de l'ICA